



Aide financière liée à la sécheresse 2018 - habitat

Demande de subvention

Décret no 2020-1423 du 19 novembre 2020 modifié le 21 mai 2021 relatif au dispositif exceptionnel de soutien aux victimes de l'épisode de sécheresse-réhydratation des sols survenu en 2018

Veillez transmettre l'original de votre déclaration à la Préfecture du Nord – Direction des Sécurités – Bureau de la Prévention des Risques – 12, rue Jean Sans Peur 59039 LILLE CEDEX

Je soussigné(e) : NOM..... Prénoms.....

NOM d'usage :

Adresse postale :

Date de naissance : Lieu de naissance (commune, département, pays) :

Tel : Tel secondaire :

Adresse électronique :

Déclare vouloir bénéficier des aides prévues au décret n°2020-1423 du 19/11/2020 modifié

Je certifie satisfaire aux conditions :

le bâtiment concerné est achevé depuis plus de 10 ans à la date du 31 décembre 2017

ET

Les travaux n'ont pas été réalisés à ce jour

ET

J'occupe ce logement à titre de résidence principale au moins six mois par an sauf obligation professionnelle, maladie m'affectant ou cas de force majeure. En cas de dérogation décrire :

ET

Le bâtiment a subi des dommages structuraux sur le gros œuvre dus aux déformations du sous-sol ou sol avoisinant le bâtiment en raison du phénomène de retrait gonflement des argiles.

Pièces à joindre obligatoirement :

- un diagnostic qui constate le lien entre l'épisode de sécheresse-réhydratation intervenu en 2018 et la nature des désordres, qui réalise un état des lieux des désordres et qui préconise des travaux.
- une fiche de description du sinistre (localisation et description des dommages) et un dossier photo concernant les dommages ;
- le ou les devis réalisés en s'appuyant sur les recommandations du diagnostic et indiquant éventuellement les mesures conservatoires ;
- une copie du dernier avis d'imposition ;
- avis de taxe foncière sur les propriétés bâties ou tout autre document justifiant de la propriété du bien à la date prévue de début des travaux ou prestations ;
- une copie de l'avis de taxe d'habitation ou tout autre justificatif de domicile justifiant de l'occupation du bien à la date prévue de début des travaux ou prestations ;
- le numéro de permis de construire, attestation du maire certifiant que le bâtiment concerné a été construit en conformité avec les règles d'urbanisme et achevé depuis plus de dix ans à la date du 31 décembre 2017 ou tout autre élément probant attestant de ce que le bâtiment concerné a été achevé depuis plus de dix ans à la date du 31 décembre 2017 ;
- une attestation d'assurance habitation au titre de l'année 2018 ;
- un relevé d'identité bancaire ;
- le cas échéant, une attestation d'hébergement d'un proche ou facture liée au logement.
- le cas échéant un arrêté de péril
- attestation sur l'honneur certifiant que vous avez sollicité ou non d'autres aides publiques.

Je certifie exactes et sincères toutes les informations déclarées ci-dessus.

(en cas d'informations erronées, tout avis sur la conformité de cette déclaration serait déclaré invalide)

Fait à, le.....

Signature